

Article 31 du Règlement

massivement les émissions de gaz d'échappement et donc de faire en sorte que la société apprenne à se passer des automobiles. On n'a jamais trouvé de conseil plus valable.

* * *

L'ÉTUDE SUR LA MISE EN VALEUR DE LA MAIN-D'OEUVRE

M. Ken James (Sarnia—Lambton): Monsieur le Président, les députés savent tous que, sur le plan de la création d'emplois, notre gouvernement bat tous les records. Pourtant, avec le temps, la croissance et l'expansion économiques futures du Canada seront de plus en plus tributaires d'une main-d'oeuvre souple et hautement qualifiée. Vu l'évolution et la restructuration rapides du milieu de travail, la société canadienne doit être prête à investir suffisamment dans ses ressources humaines pour répondre convenablement aux exigences du progrès technologique et économique.

Notre gouvernement, appelé à donner l'impulsion, doit montrer à la fois le désir et la volonté d'amener la souplesse et les compétences de nos travailleurs à correspondre aux qualifications qui seront requises par notre économie.

L'adoption d'une Stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre témoigne assurément de notre rôle de chef de file et de notre engagement à cet égard. Assortie de mesures complémentaires destinées à maintenir un filet de sécurité économique, cette stratégie est un investissement à la fois utile et judicieux qui, d'après moi, aidera le Canada à franchir avec succès le seuil du XXI^e siècle.

* * *

AIR CANADA

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, la privatisation d'Air Canada fera du tort à beaucoup d'employés dévoués de la société. À l'aéroport de Windsor seulement, 32 familles en subiront les conséquences. On a averti ces employés que leur emploi prendrait fin, à moins qu'ils n'acceptent d'être mutés dans une autre ville.

En même temps, Air Ontario, qui fait partie intégrante d'Air Canada et d'Air Service dans la région de Windsor, engagera de nouveaux employés pour occuper leurs places. Voilà un exemple flagrant de l'attitude injuste et insensible du gouvernement qui continue de saccager et de privatiser les institutions canadiennes. Trente-deux

employés expérimentés de la région de Windsor doivent maintenant choisir entre déménager ou perdre leur emploi, même si Air Ontario recrute des gens pour faire leur ancien travail. On ne leur a pas donné le choix de rester et de travailler pour Air Ontario.

C'est une tragédie pour les employés, pour les clients de Windsor et pour les neuf autres aéroports soumis au même traitement inhumain.

* * *

LA CONFÉRENCE CANADIENNE SUR LE LEADERSHIP ÉTUDIANT

L'hon. Bob Layton (Lachine—Lac-Saint-Louis): Les étudiants canadiens se préparent pour l'avenir. On reconnaît la nécessité de faire preuve de leadership. Des discussions sur les questions d'intérêt national, sur la compréhension, sur la programmation bilingue et la participation des francophones, sur l'engagement et l'action directe pour protéger l'environnement et sur le sort des défavorisés ont marqué une conférence de quatre jours sur le leadership étudiant, qui a eu lieu la fin de semaine dernière à l'école secondaire John Rennie, dans ma circonscription de Lachine—Lac-Saint-Louis.

Grâce à l'aide des édiles, des volontaires et des conseillers de la communauté, ce cinquième congrès a attiré plusieurs centaines de délégués de tout le pays, beaucoup en provenance de circonscriptions représentées ici, venus partager leurs idées, se faire des amis et améliorer leurs qualités de leader.

D'après ce que j'ai pu voir, je peux garantir aux députés que l'avenir du Canada est entre bonnes mains.

* * *

LE CANADA ATLANTIQUE

M. Francis G. LeBlanc (Cape Breton Highlands—Canso): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour attirer l'attention de la Chambre sur un autre exemple de la discrimination que le gouvernement fait subir au Canada atlantique. Je fais allusion au rapport présenté vendredi dernier par le groupe de travail sur l'indemnisation fiscale des localités isolées et du Nord.

Les contribuables habitant des centaines de petites localités d'un bout à l'autre du Canada, y compris dans la circonscription de Cape Breton Highlands—Canso, risquent de perdre certains avantages fiscaux auxquels ils ont actuellement droit si le gouvernement accepte les recommandations présentées dans ce rapport.